Le chef de l'État ne devrait pas procéder à un chamboule-tout dans l'immédiat.

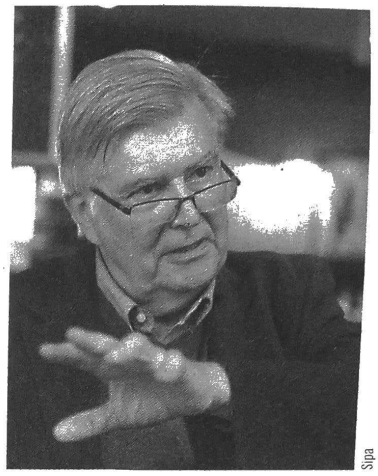
nce

T POUR 2020 ?

ditions, que va faire le chef de
ncer dans un big bang institu-
que son parti, La République
LRM), n'a presque aucun élu
Grand Paris ? Il pourrait bien
sur les parlementaires de sa
is il ne devrait pas procéder à
le-tout dans l'immédiat alors
on constitutionnelle doit être
utomne, voire début 2019.
Emmanuel Macron ne voulait
dans l'immédiat ? L'hypothèse
agiter le microcosme grand-
Son annonce de juillet 2017 au
crivait-elle pas dans la campagne

PIERRE VELTZ
EX-PDG DE PARIS-SACLAY
GRAND PRIX DE L'URBANISME 2017

« Allons vers un schéma simple, à trois niveaux »



Sipa

Le sociologue et urbaniste Pierre Veltz, ex-PDG de Paris-Saclay, est un fin connaisseur du Grand Paris. Sa solution pour atténuer l'imbroglio actuel : le maintien des communes, une métropole régionale et des intercommunalités fortes.

LA TRIBUNE - Le Grand Paris est-il gouvernable ?
PIERRE VELTZ - En fait, toutes les grandes villes du monde sont gouvernées de manière plus ou moins chaotique. Il ne faut pas espérer de solutions parfaitement rationnelles. Ensuite, distinguons le gouvernement – la partie politique – de la gouvernance, un concept plus large qui inclut les acteurs économiques, culturels et sociaux. À Londres, par exemple, le business est beaucoup plus impliqué qu'en Île-de-France. Pour le gouvernement, l'OCDE disait il y a quelques années que Paris détenait la palme mondiale de la complexité... Aujourd'hui, il existe cinq niveaux : une région, une métropole, huit départements, des intercommunalités, des communes, sans compter 758 syndicats techniques !

Quelle serait la meilleure articulation selon vous ?
Il faut simplifier les choses ! Les réformes du quinquennat Hollande les ont compliquées avec cette méga-intercommunalité à 131 communes qui a deux défauts majeurs : trop vaste pour fonctionner comme une vraie intercommunalité, elle laisse de facto tout pouvoir aux maires ; et elle sépare artificiellement la première et la deuxième couronne. Cette séparation avait un sens à l'époque de Delouvrier, elle n'en a plus aujourd'hui.

Allons donc vers un schéma simple, à trois niveaux. Gardons l'échelon de proximité avec la commune – elle est sacrée en France ! À l'autre extrême, faisons de la région la bonne échelle de la métropole, en repensant l'institution régionale. Elle gère déjà les transports, confions-lui les sujets stratégiques de moyen et long terme, appelant un pilotage global : l'enseignement supérieur et la recherche, l'énergie, la transition écologique, le tourisme...
Mais il faut un niveau intermédiaire. Il faut des intercommunalités fortes, à l'échelle des actuels EPT, mais avec de vrais pouvoirs, une légitimité visible pour piloter l'aménagement, le logement, l'espace de vie quotidien des habitants et des entreprises. Ces groupements seront l'équivalent de Bordeaux, de Strasbourg, de Nantes... Imaginez le dynamisme d'un Grand Paris fédérant ces entités. L'enjeu principal, aujourd'hui, n'est pas urbanistique. Il est de faire émerger une vision globale et partagée, celle d'une métropole plus créative, plus efficace, mais aussi, c'est crucial, plus inclusive. La question des départements est moins urgente, à mon sens. On peut attendre un peu...

Le Grand Paris est peu visible en interne comme en externe. Que faire ?
Il existe effectivement un double problème de visibilité. Les Franciliens, d'abord, n'y comprennent rien, même dans les milieux dits « bien informé ». Et toutes ces élections au suffrage indirect ajoutent à l'opacité. À l'international, la ville de Paris capte la lumière et sa puissance culturelle est un atout pour le Grand Paris. Mais il est temps de sortir d'un monocentrisme sans équivalent dans le monde. Une seule tête pour diriger la région et la ville-cœur serait à la fois logique et complètement impossible ! Alors soyons pragmatiques. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR C. A.

L'exemple de la gouvernan lyonnaise

Pourquoi la capitale semble-t-elle mieu que son homologue parisienne ?

Presque quinquagénaire métropole de Lyon est sous la forme d'une c 1er janvier 1969. Dès le d l'Institut national des sciences més aux matières techniques maines, s'emparent du sujet. Bi n'hésitent pas à bousculer les en les incitant à expérimenter. L'actuel directeur général de Quignon, directeur général de de 2001 à 2009, de Lyon de 2011 de Lyon de 2015 à 2016, se souv édiles en leur proposant des « trepassant ses compétences : « des mesures à contre-courant, logement social, des maires râl tants alors qu'ils étaient vice-p nauté urbaine ! Or, ça a très bien Cela a si bien fonctionné que m de l'État, à l'origine de la créat urbaine, leur ont souvent reproc la démocratie et aux politiques s je devais rappeler que sur le sou de la politique de la ville avec l La Duchère ou aux Minguettes Quignon, et sur la démocratie, q locaux redevables devant leurs h Depuis la loi de modernisation d ritoriale et d'affirmation des m 2014, la métropole de Lyon s'est de l'action sociale traditionnelle tement du Rhône, confortant so projet de loi n'a été que la confir savions faire », estime Benoît Qu nouvelle gouvernance, l'actuel Kimelfeld, cite, lui, deux exempl collèges – « on établit le lien av des villes » – et l'insertion – « on p centres communaux d'action soc L'agglomération lyonnaise s'est dès 2007 sous la bannière comm permet à tous, entreprises com ler d'une seule voix à l'internatio vient d'une visite de Gérard Coll Métropole, ndlr] sur un salon au 45 logos sur notre stand », racon